

D 856 ARGENTINE: CONFIDENCES D'UN POLICIER

L'Argentine des militaires est balayée depuis quelque temps par un vent étrange de "confessions", d'"aveux", d'"accusations" ou de "révélations" en provenance des milieux responsables de la répression qui s'est abattue sur le pays depuis les années 70. Les dernières "révélations" en date étaient celles du général Camps (cf. DIAL D 844). Il faut maintenant y ajouter celles de l'inspecteur de police Rodolfo Peregrino Fernández, au service direct de l'ancien ministre de l'intérieur, le général Harguindeguy, à l'époque du coup d'Etat de 1976. Dans une très longue déposition devant la Commission argentine des droits de l'homme, les 8 et 11 mars 1983, l'inspecteur de police fait une description minutieuse du fonctionnement du terrorisme d'Etat en Argentine au cours des "années terribles" qui ont suivi le coup d'Etat. Parmi les nombreux cas cités dans son exposé, nous retenons ici ce qu'il a déclaré concernant la mort "accidentelle" de Mgr Angelelli et l'assassinat des cinq religieux Pallotins de Buenos-Aires en 1976 (cf. DIAL D 329).

Note DIAL

TÉMOIGNAGE DE L'INSPECTEUR DE LA POLICE
FÉDÉRALE ARGENTINE, RODOLFO PEREGRINO FERNÁNDEZ,
SUR LA STRUCTURE DE LA RÉPRESSION ILLÉGITIME
EN ARGENTINE

(...)

La mort de l'évêque de La Rioja, Mgr Enrique Angelelli, et les autres
actes de répression contre des membres de l'Eglise catholique

Le 4 août 1976, sur la Nationale 38, près de Punta de los Llanos, dans la province de La Rioja, l'évêque du diocèse Mgr Angelelli est mort dans un prétendu accident d'automobile. Ce fait a été dénoncé par différents secteurs sociaux comme une mort provoquée de façon délibérée. Le déclarant, sur ce point, tient à ajouter qu'un jour ou deux après cet événement, les papiers personnels en possession de l'évêque Angelelli au moment de sa mort sont arrivés au ministère de l'intérieur, à destination du ministre Harguindeguy, dans un porte-document transmis par la garnison militaire Salta, avec la mention explicite qu'il s'agissait d'une documentation "confidentielle".

Ce fait a particulièrement attiré l'attention du déclarant, car les papiers en question, au lieu d'être joints au dossier de police ou remis aux

proches de Mgr Angelelli, ont été apportés spécialement par le capitaine Vaca, en poste au ministère de l'intérieur. Tous ces éléments ont fait que le déclarant a résolu de photocopier une partie de la documentation, dont l'échange de lettres entre l'évêque de La Rioja et l'archevêque de Santa Fé, Mgr Vicente Zaspé, à propos de la persécution subie par certains secteurs de l'Eglise catholique pour leurs activités sociales, ainsi qu'un cahier de notes et d'autres papiers.

La documentation a été remise au général Hargindeguy, qui l'a transmise à Icely pour que celui-ci élabore un rapport sur son contenu. Le déclarant tient à préciser qu'il s'est intéressé au fait en raison du caractère strictement "secret" attribué à ces documents. Il ajoute qu'il n'a pas eu connaissance de la destination ultérieure du dossier, étant donné que le général Hargindeguy s'occupait personnellement de tout ce qui concernait l'Eglise catholique (1).

Ce fait a coïncidé dans le temps avec la réception d'un autre dossier "confidentiel". Celui-ci contenait la documentation appartenant aux Pères Pallotins assassinés à l'aube du 3 juillet 1976 dans la paroisse Saint Patrick du quartier Belgrano, dans la capitale, par des gens en armes qui n'ont pas décliné leur identité et qui ont soustrait des objets appartenant aux victimes: le curé de la paroisse Alfredo Kelly, les prêtres Alfredo Leaden et Pierre Duffau, ainsi que les séminaristes José Emilio Barletti et Salvador Barbeito.

Le déclarant ajoute que, parmi les activités relevant du ministère de l'intérieur, se rangeait la surveillance des prêtres appelés "tiers-mondistes"; et qu'il existait un fichier de 300 noms avec des informations détaillées sur chacun d'eux. En ce qui concerne le cas des Pères Pallotins, le déclarant affirme avoir eu en sa possession un carnet de numéros de téléphone d'un des prêtres, carnet qu'il a gardé comme preuve que cette documentation se trouvait dans les locaux du ministère de l'intérieur à l'époque en question.

Un peu plus tard le déclarant a porté ces faits à la connaissance de Mgr Bufano, à l'évêché de San Justo, dans la province de Buenos-Aires; il a ensuite parlé avec le prélat, et de façon plus détaillée, au siège de l'Action catholique argentine, situé dans l'avenue de Mayo y Lima, dans la capitale fédérale. Mgr Bufano l'a alors adressé à Mgr Moledo (2), conseiller spirituel de l'Association chrétienne des dirigeants d'entreprise (ACDE), lequel lui a accordé un entretien au siège même de cet organisme, rue Bolívar. Le déclarant signale qu'il a porté à la connaissance de Mgr Moledo ses présomptions sur la mort de Mgr Angelelli et sur l'assassinat des Pères Pallotins, comme étant des faits provoqués par la répression illégale de l'appareil de l'Etat. Mais le dignitaire catholique, après l'avoir écouté, lui a déclaré: "Ce sont des choses du passé. Efforcez-vous de les oublier, pour votre propre tranquillité spirituelle".

(...)

(1) Le porte-document a été rendu au diocèse, mais il manquait plusieurs dossiers. Cf. DIAL D 329 page 7 (NdT).

(2) Mgr Moledo n'est pas évêque (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441